



MELENCHON2022.FR

Réponse à l'Association française pour l'enseignement du français

L'école publique restera-t-elle un bien commun ? Pour tous un projet d'émancipation, de liberté, de vie choisie

La campagne électorale avait enfin sorti du silence les questions d'éducation et d'école : valse des protocoles sanitaires, maths dans la réforme du lycée, salaire des enseignants... L'actualité meurtrière internationale a depuis pris le pas sur toute autre préoccupation, elle est évidemment l'urgence absolue. Elle nous fait aussi sentir crûment combien les discours trompeurs peuvent détruire la confiance et nous impose de rappeler que l'esprit critique et la liberté de pensée et d'expression sont les fondements de notre éducation. Une élection présidentielle éclairée nécessite que l'on affirme de vrais projets de société avec des engagements précis dans les services publics qui garantissent les trois piliers de notre devise républicaine. Partant d'un constat alarmant, nos organisations appellent nos concitoyens à peser dans les débats pour exiger une École à la hauteur de nos ambitions.

En effet, le constat est alarmant.

La situation est devenue intenable pour les professionnel-le-s de l'éducation, épuisé-e-s par la valse des protocoles, les ordres et contre-ordres, les improvisations de dernière minute. Un ministre triomphant quand tout va mal a renforcé la lassitude accumulée depuis quatre ans à l'École, qui a subi non seulement des injonctions contradictoires, mais aussi une succession d'évaluations jacobines à tous les niveaux, des méthodes d'apprentissage imposées, une réforme du lycée discriminante. L'université-même est mise en danger par un manque de moyens criant dont Parcoursup a constitué le révélateur pour les familles.

L'École française est inégalitaire, les études internationales le montrent, notamment par son système de sélection, de la maternelle à l'université, avec le lycée professionnel comme variable d'ajustement pour les élèves qui ne répondent pas aux critères. La vision néolibérale de l'éducation, qui dépasse la France, conduit à individualiser et mettre en concurrence les élèves par une politique d'évaluation-sélection-étiquetage dont les finalités et les moyens sont : trier, marchandiser, privatiser, raboter les budgets.

Une gouvernance autocratique a sapé les fondements de l'institution ; depuis cinq ans le ministre gouverne par décrets et informe par les médias. Les voies institutionnelles de négociation sont contournées, le ministre décide, disqualifie les corps intermédiaires et réduit les organisations professionnelles au silence. Il surmédiatise, au lieu de prendre le temps de l'écoute et de la négociation.

Une École à la hauteur de nos ambitions

pour en savoir plus sur notre campagne
rendez-vous sur **MELENCHON2022.fr**



MELENCHON2022.FR

Un projet éducatif de société est à reconstruire, de la maternelle à l'université ; un projet issu de notre histoire scolaire, politique, de ses valeurs républicaines ; un projet nourri de plus de cinquante ans de travaux universitaires dans tous les domaines de l'éducation, enrichi de toute l'histoire des luttes syndicales, associatives, des projets d'établissement audacieux, des expérimentations territoriales réussies, des partenariats culturels.

Des principes et valeurs fondent ce projet : émancipation, égalité et équité, fraternité, solidarité, mixité, inclusion, haut niveau de culture pour tous.

Il impose de soutenir, dans l'École, une pédagogie qui apprenne à tous les élèves à penser par eux-mêmes, non à répéter ; à accepter la mixité culturelle, religieuse, les différences, se préparer à affronter des catastrophes climatiques et des défis économiques, renverser leur rapport au vivant, sortir de l'individualisme, devenir des citoyens engagés, responsables de leur pays mais aussi de la planète tout entière.

Dans la société, il doit briser la ghettoïsation de certaines zones urbanisées en instituant une mixité entre quartiers et établissements scolaires des villes ; garantir une égalité territoriale dans les zones rurales ; repenser la place d'une École équitable, inclusive, respectueuse des différences et diversités.

Refonder une École digne des exigences d'aujourd'hui et de demain impose des conditions. Un système scolaire équitable et inclusif doit être à l'écoute des rythmes et des progressions de tous les enfants ; il assure à tous une formation générale par une culture ambitieuse, littéraire, scientifique, historique, artistique (et non réduite à des savoirs dits « fondamentaux ») ; il repense la diversité des parcours et valorise les voies professionnelles et technologiques ; il donne les moyens nécessaires à l'université pour qu'elle en assume les ambitions nationales.

Des métiers de l'éducation attractifs doivent assurer aux professionnel·l·e·s des salaires nettement revalorisés qui permettront de recruter plus largement ; ils garantissent un statut stable et une liberté pédagogique par des concours d'accès neutres et reconnus ; ils s'appuieront sur une formation approfondie et renforcée dans les domaines pédagogique, didactique, universitaire, en début et en cours de carrière.

Une gouvernance démocratique de l'institution scolaire doit être à l'écoute des organisations professionnelles : syndicats, associations de spécialistes ; elle définit et renforce des relations horizontales entre enseignant·e·s, corps intermédiaires, administration ; mais aussi avec les partenaires de l'École, associations de parents et associations complémentaires.

C'est collectivement que nous pourrons repenser une École à la hauteur de nos ambitions. Le temps électoral est un déclic, il ne suffira pas. C'est sur un long terme, détaché du temps politique, que nous devons, tous ensemble, prendre le temps d'un débat de société sur l'École, ouvert et ambitieux. Nos enfants le méritent.

pour en savoir plus sur notre campagne
rendez-vous sur [MELENCHON2022.fr](https://melechon2022.fr)



MELENCHON2022.FR

C'est pourquoi nous vous écrivons, en tant que candidat·e·s à l'élection présidentielle, et vous demandons des réponses précises à ces questions :

- Organiserez-vous une large concertation démocratique sur l'École ? Si oui, comment vous y prendrez-vous, avec quels moyens ?

Nous nous engageons, dès le mois de juillet, à convoquer un référendum pour engager un processus constituant pour passer à la 6e République. Aucun parlementaire des anciennes assemblées ne pourra siéger dans cette Assemblée constituante et ses délégués ne pourront être candidats aux élections suivant l'entrée en vigueur de la Constitution. Le projet de Constitution proposé par l'Assemblée constituante sera soumis à référendum après deux ans de travaux. En cas de vote négatif, la Constituante reprendrait alors ses travaux. La rédaction de la constitution de la 6e République permettra de redéfinir le rôle de l'école. En découlera une politique éducative qui trouvera une traduction législative et réglementaire.

- Quel engagement prenez-vous sur les salaires de la fonction publique ?

Nous nous engageons à dégeler le point d'indice et à revaloriser les traitements ; ceux des personnels de l'Education nationale seront augmentés de 30% en moyenne. Ces augmentations se feront sans imposer de missions supplémentaires.

- Comment lutterez-vous contre les inégalités socio-scolaires : financières et territoriales ?

L'égalité est au cœur de notre projet pour l'école. Nous proposons plusieurs leviers pour mettre fin aux trop nombreuses inégalités qui ont été creusées au cours du quinquennat actuel et des précédents :

- le recrutement de 160 000 enseignants supplémentaires au cours du quinquennat à venir, afin d'abaisser l'effectif moyen par classe à 19 élèves, en donnant la priorité aux classes de pré-élémentaire, à la voie professionnelle et aux établissements relevant de l'éducation prioritaire.
- la gratuité réelle de l'école pour que l'absence de moyens financiers ne soit plus un

pour en savoir plus sur notre campagne
rendez-vous sur **MELENCHON2022.fr**



MELENCHON2022.FR

obstacle pour les enfants des familles les plus modestes : gratuité des cantines, des manuels, des fournitures scolaires, des transports, des sorties scolaires, du péri-scolaire...

- le retour à un cadre national des enseignements et des diplômes, avec notamment un fléchage des horaires disciplinaires, y compris les dédoublements, et un retour à un baccalauréat national, avec des épreuves nationales et terminales.
- la mise en place d'une carte sociale mettant fin à la ségrégation scolaire
- la modulation du financement des établissements privés en fonction leur respect de la carte scolaire

Pour réduire les inégalités territoriales, nous engagerons un grand plan de construction d'établissements scolaires, notamment des lycées professionnels. Nous comptons ainsi renforcer le maillage territorial des établissements publics afin de réduire le temps de transport des élèves et de fournir à toutes et tous la possibilité de suivre la formation de son choix. Nous proposerons aussi des places d'internat gratuites dans les établissements professionnels.

- Comment organiserez-vous une formation approfondie et renforcée des enseignant·e·s dans les domaines pédagogique, didactique, universitaire ?

Nous renforcerons la place de la formation disciplinaire dans les concours et intégrerons à la formation des enseignants une solide formation à la sociologie de l'éducation, la pédagogie, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent et à la lutte contre les discriminations. Nous appliquerons le droit à la formation continue, sans autorisation préalable du chef d'établissement et soutiendrons la recherche en éducation.

Nous développerons des partenariats entre l'Éducation nationale et des mouvements pédagogiques agréés (dont les associations de spécialistes), en augmentant le nombre d'heures de décharge qui leur sont attribuées.

Enfin, pour faire face à la crise du recrutement et d'élargir le vivier des candidatures, nous mettrons en place un pré-recrutement dès la classe de terminale.

- Prenez-vous l'engagement de reconstituer un collectif autour de l'Éducation ? Si oui, comment ?

Notre projet pour l'école est inséparable de notre projet de société. Nous la considérons comme le creuset du peuple en formation. Elle doit devenir le lieu de l'éducation à l'intérêt général où l'individu se prépare à l'exercice d'une citoyenneté enrichie de nouveaux droits et libérée des influences.

pour en savoir plus sur notre campagne
rendez-vous sur **MELENCHON2022.fr**



[MELENCHON2022.FR](https://melechon2022.fr)

L'éducation est donc une question qui doit être investie collectivement.

Nous ferons des parents des acteurs de la vie des établissements, en créant un statut des parents d'élèves délégués et en garantissant la présence d'espaces pour les parents de la maternelle au lycée, en organisant des interventions des personnels médico-sociaux, des psychologues de l'Education nationale, des personnels de vie scolaire, afin de favoriser la continuité entre familles et écoles.

Vos réponses, ou non-réponses, seront publiées sur nos sites et les sites éducatifs.

Signataires :

- AFEF (Association française pour l'enseignement du français)
- APMEP (Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public) - GFEN (Groupement français d'éducation nouvelle)
- ICEM (Institut coopératif de l'école moderne – Pédagogie Freinet)
- Questions de classes (collectif d'acteurs de l'éducation)

pour en savoir plus sur notre campagne
rendez-vous sur [MELENCHON2022.fr](https://melechon2022.fr)